

ACTES DU COLLOQUE

**Traduction
et
qualité de langue**



Société des traducteurs du Québec



Conseil de la langue française

HULL (Québec)

30, 31 janvier, 1^{er} février 1983

1984

La traduction dans les médias écrits, ou les escaliers roulants de Bombardier

Paul MORISSET

Journaliste, *Le Devoir*

Savez-vous à quoi rêvent les journalistes? Eh bien, je vais vous le dire. Le grand rêve de tout journaliste qui se respecte est de dévoiler un scandale gigantesque dans une série d'articles-chocs qui ébranleraient la nation, feraient tomber beaucoup de têtes et braqueraient tous les projecteurs de l'actualité sur sa modeste personne. Traduire une dépêche d'agence, quand on rêve à un nouveau Watergate, n'a rien de particulièrement enivrant. La traduction est le parent pauvre du journalisme.

Or il se trouve que la traduction occupe une place considérable dans nos journaux de langue française. Mais personne n'en parle, et surtout pas les journalistes! S'il faut absolument discuter de cette activité routinière et fastidieuse, le journaliste préférera parler de « rewriting ». Ce terme a tout de même plus de prestance, vous ne trouvez pas?

Aucun journaliste ne songerait à se définir comme un prosaïque traducteur, même celui dont 90 % du travail consiste à traduire des dépêches — et j'en connais un certain nombre qui sont dans ce cas. La fonction de traduction n'est tout simplement pas reconnue comme telle dans les médias écrits. Je n'en ai jamais vu la moindre mention dans *Le 30*, la revue professionnelle des journalistes québécois, et il n'en a jamais été question, à ma connaissance, dans un congrès ou un colloque de journalistes. J'ai donc l'honneur de vous entretenir aujourd'hui d'un sujet tabou!

Une part importante des textes qui emplissent les colonnes de nos quotidiens se trouvent traduits, en partie ou en totalité. J'ai fait une mini-enquête personnelle à ce sujet, il y a quelques mois. Pendant trois jours consécutifs, j'ai scruté les textes publiés dans *Le Devoir*, à l'exclusion des éditoriaux et des analyses de la page documentaire. Les résultats de cette compilation m'ont fait sursauter: 55 % des nouvelles étaient traduites, ou impliquaient un acte quelconque de traduction. C'est beaucoup, c'est même énorme.

Qu'en est-il des autres journaux? J'ai fait une petite compilation rapide du contenu de *La Presse*. La proportion de textes traduits dans ce journal est nettement plus faible: environ un tiers, selon un calcul qui, je le souligne, n'a rien de très scientifique. La proportion semble être à peu près la même, sinon légèrement inférieure au *Journal de Montréal*.

On peut déduire de ces chiffres que plus un journal est tourné vers l'extérieur, plus il doit faire appel à la traduction. Ainsi, la nouvelle internationale est presque toujours traduite, non seulement de l'anglais du reste, mais de plusieurs autres langues. Au *Devoir*, ce sont les pages internationales qui comptent la plus forte proportion de textes traduits, c'est-à-dire plus de 90 %. Inversement, le journal axé sur

la nouvelle locale ou le fait divers compte une plus forte proportion de textes originaux en français. L'hebdomadaire publié en Abitibi ou dans le Saguenay—Lac-Saint-Jean fait peu appel à la traduction.

Pourquoi nos grands quotidiens dépendent-ils à ce point de textes traduits? La raison en est fort simple. Ils n'ont pas les moyens — surtout pas *Le Devoir* — d'envoyer des reporters partout où il se passe quelque chose sur notre planète tourmentée. Ils comptent beaucoup, par conséquent, sur les grandes agences de presse et leurs vastes réseaux de correspondants pour les alimenter en informations de toutes sortes provenant de points éloignés, je veux dire situés à l'extérieur du Québec. Les principales agences internationales utilisées au Québec sont l'Associated Press et la United Press International, qui sont américaines, Reuter, qui est britannique, et l'Agence France-Presse, qui est française, comme vous l'aviez deviné.

Pour ce qui est de l'actualité nationale, la grande pourvoyeuse d'informations est l'agence Presse canadienne, ou Canadian Press. Vous avez sûrement remarqué ses initiales — PC — écrites entre parenthèses au début de nouvelles datées d'Ottawa, de Halifax ou de Vancouver. Cette coopérative d'information dont le siège est à Toronto a un service français établi à Montréal. Celui-ci diffuse en grande partie des nouvelles traduites de l'anglais mais il compte aussi un certain nombre de journalistes francophones qui font des reportages en français à Montréal, à Québec et à Ottawa.

À part les articles de leurs propres reporters, nos quotidiens sont sans cesse inondés de textes d'agences. Lorsqu'il s'agit de grands dossiers internationaux, ces textes arrivent généralement en français, soit de l'Agence France-Presse ou encore de Reuter et de l'Associated Press, qui ont leurs propres traducteurs. Mais il arrive fréquemment que des textes importants ne soient pas traduits. Le quotidien québécois doit alors se débrouiller, et le plus rapidement possible, pour en tirer une version française ou l'intégrer à un article-synthèse, le cas échéant.

On confie ce type de travail à n'importe qui, ou presque. Tout journaliste travaillant dans un grand quotidien québécois est présumé connaître l'anglais et est donc présumé savoir traduire. Cela fait beaucoup de présomptions... La traduction dans nos journaux est donc laissée à des amateurs.

En outre, chaque journaliste, quelle que soit sa spécialité, est appelé à s'improviser traducteur dans le cours normal de son travail. Lorsqu'un journaliste du sport, des finances ou de tout autre secteur rapporte les propos d'un anglophone, comme cela arrive régulièrement, il doit se débrouiller pour les rendre en français, quitte à sacrifier quelques nuances. Il doit pondre son papier en une heure. Le chef de pupitre donne des signes d'impatience. « Agressif » prend-il deux « g » ou un seul? *Le Petit Larousse* écorné, édition 1976, a été emprunté par un collègue, qui naturellement ne l'a pas remis. Tant pis. Mettons deux « g »: mieux vaut plus que moins. Et qu'est-ce que M. Smith a voulu dire au juste en parlant de « agonizing reappraisal »? Une réévaluation... agonisante, sans doute. « Il faudra procéder à une agonisante réévaluation », a donc déclaré M. Smith...

Peu de journalistes du *Devoir* ou d'ailleurs connaissent le *Harrap's*. Quant aux ouvrages plus spécialisés, ils n'en soupçonnent même pas l'existence. Et même s'ils les connaissent, il n'est pas du tout certain qu'ils les utiliseraient. Selon divers

sondages sur les intérêts et les préoccupations des journalistes québécois, la qualité de la langue est loin d'être une priorité dans nos médias d'information. Ceux qui se hasardent encore à parler de « propriété des termes » dans une salle de rédaction suscitent des sourires narquois, comme s'ils portaient une perruque poudrée.

Quelles sont les conséquences concrètes de ce laisser-aller? La principale conséquence, sur le plan linguistique, est la pénétration constante et massive de termes anglais, de constructions anglaises. On peut en dire autant, évidemment, de tous les domaines où la traduction est encore confiée à des non-professionnels. Dans le cas du journalisme, cependant, l'effet est encore plus dévastateur dans la mesure où les anglicismes de tous genres sont largement et rapidement diffusés dans tous les secteurs de la population, entourés d'une sorte d'aura prestigieuse. Il faut bien se dire, par ailleurs, que le lecteur moyen absorbe innocemment les nouvelles traduites, avec leur cortège d'anglicismes, comme s'il s'agissait de textes originaux français, puisqu'il ignore en général les rouages de notre système de diffusion de l'information.

Je ne vous apprends rien en vous disant que les exemples de traductions maladroites ou de contresens abondent dans nos quotidiens, y compris — ô horreur — dans *Le Devoir*. Un journaliste — qui n'est cependant pas du *Devoir* — écrit il y a quelques mois que la société Bombardier avait obtenu, en même temps que le contrat de fabrication des voitures de métro de New York, le contrat de fabrication des escaliers roulants du métro new-yorkais. La dépêche anglaise parlait, en effet, d'une « escalator clause »... Mais ce genre de sottise, au fond, n'a rien de spécifiquement journalistique. Chacun d'entre vous, sans doute, a son propre répertoire de perles.

Le recours massif à la traduction de dépêches suscite non seulement des contresens — heureusement sans gravité pour la plupart — mais aussi une pléthore de calques et d'emprunts injustifiés. Les traductions d'amateurs, en outre, sont généralement lourdes et tortueuses. Les lecteurs de journaux, qui consomment quotidiennement ce genre de salmigondis, en souffrent à coup sûr. Avec une telle nourriture intellectuelle — je parle ici uniquement de la forme mais, entre nous, le fond aussi — laisse souvent à désirer — avec une telle nourriture, donc, comment peuvent-ils espérer affiner leurs propres moyens d'expression et de pensée?

Mais la traduction de nouvelles a des effets plus fondamentaux encore. Ce processus conditionne la façon dont les informations sont présentées et, par conséquent, notre vision même des événements. Je m'explique. La structure classique d'une information journalistique évoque une pyramide inversée. On commence le texte en présentant l'élément le plus important, ou le plus frappant, de l'événement en question et l'on poursuit par ordre décroissant d'intérêt jusqu'à la fin. Cette conception de l'information, mise au point par les agences de presse anglo-saxonnes pour des raisons de commodité (car les clients doivent pouvoir couper le texte n'importe où, selon leurs besoins particuliers) a été reprise par l'ensemble des journaux nord-américains, y compris les journaux français du Québec.

Le début du texte revêt donc une importance capitale. Il faut dire l'essentiel dès le départ en une phrase, ou deux à la rigueur. Cette entrée en matière s'appelle le « lead » dans notre jargon journalistique, qui, en passant, est très fortement anglicisé. On juge du talent d'un journaliste en grande partie à sa façon de faire ses « leads »

Cette conception de la nouvelle comporte plusieurs avantages, et j'y souscris personnellement, mais elle cache aussi ses dangers. Les journalistes moins doués, ceux et celles qui manquent de finesse, se croient obligés de tout entasser dans la première phrase, ce qui donne inmanquablement une salade indigeste — sans clarté, sans précision, sans concision — où il est difficile de démêler l'essentiel de l'accessoire.

En voici un exemple, choisi non pas parce que la phrase est exceptionnellement mauvaise, mais au contraire parce qu'elle est tout à fait typique; il s'agit d'une dépêche traduite par la Presse Canadienne: « Un vieux résidant de la région du lac Témiscamingue » — l'original parlait d'un « longtime resident », et la phrase suivante précisait que le brave homme en question avait 54 ans, mais passons — un vieux résidant, donc, « a déclaré mercredi que les conditions étaient idéales pour faire du canoë quelques heures avant que trois canoës soient renversés sur le lac le 11 juin, noyant 12 écoliers et leur professeur. »

Il aurait fallu, bien sûr, refondre entièrement le texte selon une conception plus française des choses. L'inquiétant, c'est que ce type d'entrée en matière se retrouve non seulement dans des traductions mais aussi dans des nouvelles rédigées directement en français.

Il s'agit seulement d'une phrase ou deux dans un article, me direz-vous. Oui, mais il est bien connu que les lecteurs de journaux ne lisent que le début des articles, sauf lorsque la nouvelle les touche ou les intéresse de façon très particulière.

La traduction de dépêches, en plus de nous présenter la réalité comme une pyramide inversée et de nous servir des macédoines en guise de préambules, peut avoir des effets beaucoup plus profonds encore sur notre culture et notre mode de pensée. Il coûte moins cher, en effet, de traduire une dépêche d'agence que de faire rédiger une nouvelle originale par un journaliste salarié ou par un collaborateur. La tentation est grande, surtout en cette époque de compression budgétaire, de faire plus largement usage de dépêches traduites — qui proviennent d'ailleurs et reflètent, par conséquent, d'autres réalités et d'autres valeurs, au détriment des réalités et des valeurs d'ici. Je connais au moins un quotidien montréalais — ce n'est pas *Le Devoir* — qui publie plus de dépêches sur des vedettes américaines depuis qu'il a dû réduire le personnel de ses pages culturelles pour des raisons d'ordre budgétaire.

Que faire pour améliorer la situation? Peut-on réduire le volume de traduction journalistique de façon significative? C'est peu probable, à moins de nous fermer hermétiquement au monde extérieur. Cela dit, on pourrait quand même songer à dispenser dans les écoles de journalisme au moins un cours d'initiation à la traduction, afin d'éveiller la conscience linguistique des futurs journalistes, qui auront tous à pratiquer cette discipline à des degrés divers. On pourrait aussi entrevoir une collaboration possible entre la Banque de terminologie de l'Office de la langue française et les médias écrits, maintenant que ces derniers sont largement informatisés.

En revanche, toute intervention de caractère autoritaire me paraîtrait vouée à l'échec. Les journalistes sont d'une méfiance extrême devant toute forme de dirigisme, y compris de dirigisme linguistique.

En fin de compte, tout dépend du grand public. Si les lecteurs se montraient plus linguistiquement exigeants à l'égard de leurs quotidiens, les journalistes et les patrons de la presse seraient bien obligés d'ajuster leur tir. Un tel changement suppose évidemment un long processus de maturation, la maturation linguistique de toute une collectivité. Serait-ce là un autre rêve de journaliste?